

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
Cinquième cycle de présentation de rapports, législature 2014-2015

Rapport de REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE à titre de pays Partie touché



July 30, 2014

Sommaire

I. Indicateurs de résultats

- A. Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation
 - Indicateur CONS-0-1
 - Indicateur CONS-0-3
 - Indicateur CONS-0-4
- B. Objectif opérationnel 2 : Cadre politique
 - Indicateur CONS-0-5
 - Indicateur CONS-0-7
- C. Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances
 - Indicateur CONS-0-8
 - Indicateur CONS-0-10
- D. Objectif opérationnel 4 : Renforcement des capacités
 - Indicateur CONS-0-13
- E. Objectif opérationnel 5 : Financement et transfert de technologies
 - Indicateur CONS-0-14
 - Indicateur CONS-0-16
 - Indicateur CONS-0-18

II. Flux financiers

Annexe financière type

III. Informations complémentaires

IV. Soumission

CONS-O-1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS) et/ou des synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité, et public atteint par les médias abordant la question de la DDTS et des synergies DDTS

Objectif général

Pourcentage de la population informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

30 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

20

2011

2013

2015

2017

2019

Objectif national volontaire

Pourcentage de la population nationale informée sur la DDTS et/ou les synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité

%

Année

20

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Activités d'information

| Année | Nombre d'activités | Estimation du nombre total de participants |
|-------|--------------------|--|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | 1129 | 45160 |
| 2013 | 541 | 21640 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Produits médias et programmes de radio/télévision concernant ces événements

| Année | Nombre | Estimation du public touché |
|-------|--------|-----------------------------|
| 2012 | 16 | 902900 |
| 2013 | 16 | 248174 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Sources d'information

| |
|--|
| - Radio Centrafrique (Eaux et forêts magazine; Environnement Magazine; Radio rurale; Ngou Na Gbako, Mossoro Ti Kodro Ti é); www.centrafriquepress.com |
| - Radio Néké Luka www.ndekeluka.org (Chronique sur les activités agricoles; Sketch sur le village Linga) |
| - Radio Notre Dame (Sketch sur le village Gbazabangui) |
| - Radio Nemi |
| - Télévision Centrafricaine |
| - Organes de Press écrites Kongo Ti Doli (Université de Bangui) ; Expansion; Le Pays; Le Quotidien de Bangui; Le Peuple; Le Démocrate; L'Hirondèle; le Citoyen; l'Agora. |

Rapports des Directeurs régionaux et Inspecteurs préfectoraux de la République Centrafricaine

Évaluation qualitative

Votre pays dispose-t-il d'une stratégie nationale de communication consacrée à la DDTS et/ou aux synergies DDTS avec le changement climatique et la biodiversité ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (p. ex. concernant la mise en œuvre de la Stratégie globale de communication, les activités relatives à la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, etc.) :

STRATEGIE NATIONALE D'EDUCATION ET DE SENSIBILISATION A L'ENVIRONNEMENT (2012);

Cette stratégie repose sur le plan suivant:

- Analyse de la situation et identification des problèmes environnementaux
- Les problèmes environnementaux
- Les objectifs de la stratégies
- les différentes cibles
- les grandes thématiques y compris la dégradation des terres
- les axes stratégiques

Malheureusement, à cause des problèmes politico-militaire qu'a connu le pays, ce document qui a été validé sur le plan national n'a à ce jour été testé pour être mis en ligne.

CONS-O-3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques (IST) participant aux processus liés à la Convention

Objectif général

Une croissance régulière de la participation des OSC et IST aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'OSC et d'IST impliquées dans des programmes/projets liés à la DDTS

| Année | Nombre d'organisations de la société civile | Nombre d'institutions scientifiques et technologiques |
|-------|---|---|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | 31 | 3 |
| 2013 | 33 | 3 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Sources des informations : nom des CSO et des IST

| |
|---|
| |
| Institut Supérieur de Développement Rural (ISDR) |
| Institut Centrafricain de Recherches Agronomiques (ICRA) |
| Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et Etudes Géographiques (LaCCEG) |
| OSC(Voir liste) |
| 1. Association Centrafricaine pour la Protection de l'Environnement (ACPE) |
| |
| |
| |
| 2. Action pour les Initiatives de Développement des Communautés Rurales (AIDECOR) |
| 3. Femme Rurale Fleur de Centrafrique |
| 4. Alliance et Initiatives pour l'Environnement et Développement |
| 5. Organisation Centrafricaine pour la Défense de la Nature (OCDN) ; PASSE SANAND Patric OCDN |
| 6. Comité de Développement Intégré des Communautés (CODICOM) |
| |
| |
| 7. Association pour la Vulgarisation du Droit d'Education Civique en République Centricaine |
| 8. Groupement des Agriculteurs pour la Lutte contre la Désertification et la Pauvreté (GALPD) |
| 9. Femme Environnement « BATA GBAKO |
| 10. FEMME FORET DEVELOPPEMENT |
| 11. AMIS DE LA NATURE |
| |
| |
| 12. MAMAN GBAZABANGUI |
| 13. OUAFANGO KODE |
| 14. Centre d'Information pour l'Environnement et le Développement Durable ; (CIEDD) |
| 15. ACTION VERTE |
| 16. Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmée (MEFP) |
| 17. Association des Pasteurs pour le Développement Economique et Social (APDES) |

Objectif opérationnel 1 : Plaidoyer, sensibilisation et éducation

| |
|---|
| |
| |
| 18. Mur Africa Universal |
| 19. Association Promotion de la Phyto-Aroma Thérapie ; (PROPHYARMA) |
| 20. Global Eco –Village Network; (GEN-RCA); |
| 21. DORCAS ESPEANCE |
| 22. Jeunes Volontaires pour l'Environnement en Centrafrique ; (JVE-C) |
| 23. Fondation de Recherches et d'Actions pour le Développement (FRAD); |
| 24. Association Centrafricaine des Professionnels en Evaluation Environnementale ; (ACAPEE) |
| 25. Groupement des Agriculteurs et Eleveurs de BIMON et Boali ; ONG – GAERBB; |
| 26. Association pour le Développement Rural et la Protection de l'Environnement ; (ADRPE) |
| 27. Association Droit et Développement des Peuples Autochtones de Centrafrique ; (ADPAC) ; |
| 28. MUR-AFRICA UNIVERSEL ; (MAU) |
| 29. Alliance pour le Développement de l'Environnement et de la Culture des Pygmées AKA ; (ADEC) |
| 30. Centre de Recherche et d'Appui au Développement ; (CRAD) |
| |

Objectif national
volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'OSC et d'IST participant au processus de la Convention au niveau national, par exercice biennal

%

36

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

| |
|--|
| |
|--|

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives afin d'augmenter la participation des OSC et des IST aux projets et programmes liés à la DDTS ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour promouvoir la participation des OSC et des IST aux processus liés à la Convention.

Le PAN prend en compte un processus consultatif engagé avec la participation des OSC et IST pour l'application de la stratégie.

CONS-O-4

Nombre et type d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les organisations de la société civile (OSC) et les institutions scientifiques et technologiques (IST) dans le domaine de l'éducation

Objectif général

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif général : nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation

| Année | Nombre d'initiatives des OSC | Nombre d'initiatives des IST |
|-------|------------------------------|------------------------------|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | 280 | 25 |
| 2013 | 190 | 15 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Sources des informations

| |
|--|
| Archive OCDN |
| Archive ONG Femme et Environnement BATAGBAKO |
| Plate des OSC |
| Département de Géographie |

Objectif national volontaire

Augmentation en pourcentage du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place dans le domaine de l'éducation par les OSC et les IST, par exercice biennal

%

-32

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

| |
|--|
| |
|--|

Évaluation qualitative

Votre pays met-il en place des initiatives visant à augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en œuvre par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation ?

Oui Non

Décrivez brièvement les actions menées à l'échelle nationale pour augmenter le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les IST dans le domaine de l'éducation.

- Le projet Droit de Propriété et du Développement du Diamant Artisanal (DPDDA) s'est appuyé sur les OSC pour la restauration des anciennes carrières de diamants;
- Le Département des Mines et Géologie forme également les "élèves Ingénieurs en Mines et Géologie";
- Les IST de formation continue (ISDR et Département de Géographie) transmettent aux apprenants les connaissances sur la préservation de l'environnement à travers les modules spécifiques.

CONS-0-5

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant finalisé la formulation/ révision des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux (PAN/PASR/PAR) alignés sur la Stratégie, en prenant en compte les informations biophysiques et socio-économiques, la planification et les politiques nationales, et les cadres d'investissement intégrés

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales qui ont formulé/révisé un PAN/PASR/PAR aligné sur la Stratégie

≥ 80 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays a-t-il adopté un PAN aligné sur la Stratégie ?

Oui Non

Évaluation qualitative

Votre PAN est-il mis en œuvre ?

Oui Non

Veillez répondre aux deux questions suivantes uniquement si votre pays n'a pas aligné le PAN sur la Stratégie

Objectif national volontaire

Quand prévoyez-vous d'aligner votre PAN sur la Stratégie ?

2014-2015

2016-2017

2018-2019

No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information supplémentaire (par ex. circonstances nationales affectant le processus d'alignement et de mise en œuvre du PAN).

La République Centrafricaine connaît des crises militaro-politiques qui empêchent le démarrage du processus d'alignement et de mise en oeuvre du PAN.
La reprise du processus se fera dès l'amélioration de la paix

Sources des informations

CONS-O-7

Nombre d'initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, ou nombre de mécanismes de mise en œuvre conjointe, à tous les niveaux

Objectif général

Chaque pays Partie touché a mis en place soit un plan national conjoint, soit un ou des mécanismes fonctionnels pour assurer les synergies entre les trois conventions de Rio

2014

Contribution nationale à l'objectif général

Des initiatives conjointes de planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio ont-elles été mises en œuvre par votre pays au cours de la période considérée ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Existait-il des mécanismes opérationnels qui ont facilité la mise en œuvre conjointe des trois Conventions de Rio au cours de la période de référence ?

Oui Oui, mais uniquement pour deux des conventions de Rio Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place un tel mécanisme ou initiative

Objectif national volontaire

Votre pays prévoit-il de mettre en œuvre des mécanismes opérationnels pour la mise en œuvre conjointe et quand ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays a mis en place un tel mécanisme ou initiative

Évaluation qualitative

Si votre pays a mis en place des initiatives de nature à favoriser les synergies au niveau de la planification/programmation dans le cadre des trois conventions de Rio, précisez le type d'initiative(s) conjointe(s):

Évaluation des plans nationaux et identification des écarts de synergies Identification des secteurs et politiques nationaux susceptibles de bénéficier des synergies et de la coopération Révision des politiques nationales visant à renforcer la coopération et les synergies Renforcement des capacités institutionnelles et scientifiques et de la sensibilisation des parties prenantes concernées Autre

Sources des informations

Ministère de l'Economie Forestière, de l'Environnement et du Tourisme (MEFET)

CONS-0-8

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales ayant mis en place et appuyé un système national/sous-régional/régional de suivi de la DDTS

Objectif général

Pourcentage des pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant mis en place et soutenu des systèmes de suivi national de la DDTS

≥ 60 %

2018

Contribution nationale à l'objectif général

Existe-il dans votre pays un système de suivi entièrement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Veuillez répondre aux questions suivantes si votre pays n'a pas mis en place et appuyé des systèmes de suivi nationaux pour la DDTS avant la fin de la période de référence actuelle

Objectif national volontaire

Quand votre pays prévoit-il de mettre en place et d'appuyer un système national de suivi de la DDTS ?

2014-2015 2016-2017 2018-2019 No Plan Yet

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

| |
|--|
| |
|--|

Sources des informations

Point Focal CNULCD (Centrafrique)

| |
|--|
| |
| |

Évaluation qualitative

Votre pays possède-t-il un système de suivi partiellement dédié à la DDTS ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. difficultés majeures rencontrées, manière dont le système est appuyé, etc.) :

Le budget National ne favorise pas la mise en oeuvre dudit système.

Systèmes de partage des connaissances

Dressez la liste de tout système pertinent de partage des connaissances sur la DDTS dans votre pays, en fournissant un lien Internet et une estimation du nombre annuel d'utilisateurs (ajoutez autant de lignes que nécessaire).

Nom du système :

Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA)

Internet link:

Absence de site web

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Laboratoire de Climatologie, de Cartographie et Etudes G

Internet link:

Absence de site web

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

Nom du système :

Institut Supérieur de Développement Rural

Internet link:

Absence de site web

Estimation du nombre annuel d'utilisateurs:

CONS-O-10

Nombre de PAN/PASR/PAR révisés attestant que les facteurs déterminants de la DDTs et leurs interactions sont connus ainsi que l'interaction entre DDTs, changement climatique et biodiversité

Objectif général

Pourcentage de PAN/PASR/PAR révisés qui ont été soumis avec succès à une auto-évaluation qualitative.

≥ 70 %

2018

CONS-O-13

Nombre de pays, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations ayant entrepris de renforcer leurs capacités de lutte contre la DDTS sur la base de l'Auto-évaluation nationale des capacités (AENC) ou d'autres méthodologies et instruments

Objectif général

Pourcentage des pays Parties affectés, des entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui mettent en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS

≥ 90 %

Contribution nationale à l'objectif général

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base de l'AENC ?

Oui Non

Votre pays met-il en œuvre des plans ou des programmes/ projets de renforcement des capacités entièrement dédiés à la DDTS sur la base d'autres méthodologies et instruments visant à évaluer les besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ?

Oui Non

Fournissez toutes informations pertinentes relativement à la taille, la portée, l'efficacité et le statut des initiatives mises en place, ou d'autres informations complémentaires le cas échéant

Un système de suivi a été mis en place dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté deuxième génération (DSRP II) qui intègre la gestion durable des terres.

Sources des informations

La FAO

Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

Ministère de l'Économie Forestière, de l'Environnement et du Tourisme

Ministère de l'Économie, du Plan et Coopération Internationale

Ministère en charge des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique.

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il évalué les besoins en matière de renforcement des capacités pour lutter contre la DDTS ?

Oui Non

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance technique et/ou financière afin de renforcer ses capacités dans le cadre de la lutte contre la DDTS ?

Oui Non

Dans l'affirmative, de la part de quelles institutions et quel type d'assistance a-t-il été fourni ?

Financière

Technique

Secrétariat de la CNULCD

Mécanisme mondial

Fonds pour l'environnement mondial

Agences bilatérales

Autres organisations multilatérales

CONS-O-14

Nombre de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales dont les cadres d'investissement, établis conformément à la stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial (MM), ou conformément à d'autres SFI, sont conçus de manière à avoir un effet de levier sur les ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTS

Objectif général

Pourcentage de pays Parties touchés, d'entités sous-régionales et régionales communiquant des informations qui ont développé des cadres d'investissement intégrés (CII)

≥ 50 %

2014

Contribution nationale
à l'objectif général

Votre pays dispose-t-il d'un cadre d'investissement intégré ?

Oui Non

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. le CII est-il articulé autour du PAN, financement non-traditionnel et innovant ciblé par le CII, aperçu des progrès réalisés dans la mise en place du CII dans votre pays, assistance pour le développement ou la mise en place du CII reçue du MM ou d'autres partenaires de développement, etc.)

La République Centrafricaine ne dispose pas de Cadre d'Investissement Intégrée, mais d'un Plan d'investissement à Moyen Terme pour la Gestion Durable des Terres qui intègre les actions énoncées dans le PAN et d'Stratégie Intégrée de Financement avec l'appui technique du mécanisme Mondial. Le rapport est disponible. Les deux fonds créés par le Gouvernement centrafricain permettent de produire des moyens financiers pour mettre en oeuvre quelques aspects du plan d'investissement. Il s'agit de :

- Le Fonds National de l'Environnement (FNE) qui a été créé en 2011 permet de collecter les taxes environnementales pour financer les activités liées à la gestion durable des terres.
- Le Compte d'Affectation Spéciale de Développement Forestier (CAS-DF)

Sources des
informations

Ministère de l'Economie Forestière, de l'Environnement et du Tourisme

CONS-O-16

Degré d'adéquation, d'à-propos et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays Parties développés pour lutter contre la DDTs

Évaluation de l'aide bilatérale reçue pour la mise en œuvre de la Convention et de sa Stratégie au cours de la période de référence

| | | |
|--|-------------------|-------------------------------------|
| Adéquation de l'aide bilatérale reçue | Adequate | <input type="checkbox"/> |
| | Plutôt adéquate | <input type="checkbox"/> |
| | Inadéquate | <input checked="" type="checkbox"/> |
| À-propos de l'aide bilatérale reçue | Appropriée | <input type="checkbox"/> |
| | Plutôt appropriée | <input type="checkbox"/> |
| | Inappropriée | <input type="checkbox"/> |
| Prévisibilité de l'aide bilatérale reçue | Prévisible | <input type="checkbox"/> |
| | Plutôt prévisible | <input type="checkbox"/> |
| | Imprévisible | <input type="checkbox"/> |

Fournissez toute information complémentaire (par ex. information complémentaire concernant d'autres aspects que ceux mentionnés ci-dessus qui ont un impact sur la planification adéquate et la mise en œuvre efficace de la Convention dans votre pays, etc.)

La République Centrafricaine n'a pas reçu de financement dans le cadre bilatéral.

Évaluation qualitative

Votre pays a-t-il bénéficié d'une assistance pour l'obtention de financements de la part de donateurs bilatéraux ? Oui Non

CONS-0-18

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation ayant facilité l'accès aux technologies par les pays Parties touchés

Objectifs généraux

Une croissance régulière des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies par les pays Parties touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Une croissance régulière du nombre d'incitations économiques et politiques communiquées dans des rapports est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie

Contribution nationale à l'objectif : estimation du montant des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies

| Année | Monnaie | Montant |
|-------|----------------------|------------|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | XAF - CFA Franc BEAC | 3685346000 |
| 2013 | XAF - CFA Franc BEAC | 7444712000 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Votre pays a-t-il mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques pour faciliter l'accès aux technologies ?

Oui

Non

Sources des informations

| |
|--|
| Loi 01.010 du 16 juillet 2001 instituant une charte des investissements en République Centrafricaine |
| Décret n° 05.396 du 26 décembre 2005 fixant les modalités d'application de la loi 01.010 |
| Arrêté n° 007 du 07 juin 2006 fixant la procédure d'agrément à la Charte des investissements |

Objectifs nationaux volontaires

Pourcentage d'augmentation des ressources financières attribuées pour faciliter l'accès aux technologies pour une année déterminée

%

Année

102

2013

Quel objectif national votre pays s'est-il fixé pour évaluer les progrès accomplis en vue de réaliser les priorités formulées dans le programme d'action national, au cas où il serait différent de l'objectif suggéré ci-dessus ?

Évaluation qualitative

Fournissez le cas échéant toute information complémentaire (par ex. un bref aperçu des aspects spécifiques et de la nature du transfert de technologies dans votre pays, des aspects nécessitant un transfert de technologies accru, etc.)

Identification

Code d'identification Précisez le Code d'identification (CI), le numéro ou l'acronyme attribué à l'activité financée (si connus)

P-Z1-C00-050

Désignation de l'activité financée Précisez le nom ou le titre de l'activité, du projet, du programme, de l'organisation ou de l'initiative

Plusieurs projets ont été exécutés durant la période 2012 et 2013 et sont alors répertoriés ci-dessous.

Données de référence

Pays, sous-région et région bénéficiaires Précisez le nom du/des pays, sous-région(s) ou région(s) où l'activité est ou sera mise en place. Inscrivez « Mondial » si l'activité est à l'échelle mondiale ou si elle n'a pas de frontières géographiques spécifiques

| Catégorie | Emplacement |
|-----------|--------------------------|
| Country | Central African Republic |
| Country | Central African Republic |

Situation

Indiquez la situation de l'activité au moment de la soumission de ce formulaire

Convenue

Proposée

En cours

Achevée

Cofinancement

| Source | Monnaie | Montant |
|----------|----------------------|---------|
| BAD-CBFF | EUR - Euro | 150000 |
| OCDN | EUR - Euro | 50000 |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |

| | | |
|--|----------------------|--|
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | USD - US Dollar | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | XAF - CFA Franc BEAC | |
| | USD - US Dollar | |

Type de financement

Indiquez les instruments utilisés pour financer l'activité

- | | |
|--|-------------------------------------|
| Don | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Prêt (commercial) | <input type="checkbox"/> |
| Prêt (concessionnel) | <input type="checkbox"/> |
| Ouverture de crédit | <input type="checkbox"/> |
| Échange de créances/allègement de la dette | <input type="checkbox"/> |
| Financement commun | <input type="checkbox"/> |
| Appui sectoriel | <input type="checkbox"/> |
| Fonds souverain | <input type="checkbox"/> |
| Paiements pour Services Environnementaux (PSE) | <input type="checkbox"/> |
| Financement axé sur les résultats | <input type="checkbox"/> |
| Prise de participation | <input type="checkbox"/> |
| Capital-risque | <input type="checkbox"/> |
| Transferts de fonds | <input type="checkbox"/> |
| Produits dérivés | <input type="checkbox"/> |
| Placements mixtes | <input type="checkbox"/> |
| Investissements à impact | <input type="checkbox"/> |
| Microcrédit | <input type="checkbox"/> |
| Obligations | <input type="checkbox"/> |
| Assurance | <input type="checkbox"/> |
| Hypothèques/garanties | <input type="checkbox"/> |
| Garanties de marché | <input type="checkbox"/> |
| Autre | <input checked="" type="checkbox"/> |

| |
|--|
| Contribution de l'organisation nationale |
|--|

Classification

Marqueurs de Rio

Attribuez le Marqueur de Rio pour la désertification approprié à l'activité financée (cochez seulement l'une des cases ci-dessous)

- | | | | | |
|--------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
| CNULCD | | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> |
| CCNUCC | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| CDB | 0 <input type="checkbox"/> | 1 <input checked="" type="checkbox"/> | 2 <input type="checkbox"/> | |

Code d'activité
pertinent (CAP)

Code d'activité Indiquez tous les CAP pouvant s'appliquer à l'activité financée

Gestion des connaissances

Recherche Campagnes d'information Plaidoyer/Intégration Comptabilisation du capital naturel Suivi de la dégradation des terres Présentation de rapports

Activités habilitantes

Renforcement des capacités Gouvernance et institutions Politiques, stratégies and réglementations Évaluation économique de l'utilisation/des modifications d'affectation des terres Incitations et mécanismes de marché Mobilisation des ressources Aide au développement

Prévention de la dégradation des terres

Adaptation au changement climatique Préservation des ressources naturelles Amélioration de la résilience des écosystèmes Gestion durable des terres et des ressources naturelles Production durable Consommation durable

Restauration et récupération

Boisement/reforestation pour la fixation du carbone Réhabilitation des écosystèmes Reconstruction/réhabilitation des infrastructures Restauration/récupération des terres Mesures d'urgence Opérations de délocalisation/de sauvetage/de secours Objectifs stratégiques
et opérationnels visés

Indiquez quel objectif stratégique et/ou opérationnel de la Stratégie est visé par l'activité financée

Objectif stratégique 1 : conditions de vie des populations touchées Objectif stratégique 2 : condition des écosystèmes touchés Objectif stratégique 3 : bénéfiques à l'échelle mondiale Objectif stratégique 4 : mobilisation des ressources et instauration de partenariats Objectif opérationnel 1 : plaidoyer, sensibilisation et éducation Objectif opérationnel 2 : cadre politique Objectif opérationnel 3 : Science, technologie et connaissances Objectif opérationnel 4 : renforcement des capacités Objectif opérationnel 5 : financement et transfert de technologies

Add new 'Unified financial annex' full section

Problèmes liés à la procédure de rapport

Ressources financières

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de ressources financières pour respecter les obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Veillez fournir une estimation du montant investi sur le budget national de votre pays au cours du présent processus de rapports de la CNULCD

| Année | Monnaie | Montant |
|-------|-----------------------|---------|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | XOF - CFA Franc BCEAO | 6366000 |
| 2013 | XAF - CFA Franc BEAC | 3746000 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Ressources humaines

Veillez fournir une estimation du nombre de personnes de votre pays impliquées dans le processus de rapports de la CNULCD, et du nombre total de mois consacrés par ces personnes à ce processus

| Année | Nombre de personnes | Nombre de mois |
|-------|---------------------|----------------|
| 2008 | | |
| 2009 | | |
| 2010 | | |
| 2011 | | |
| 2012 | 7 | 3 |
| 2013 | 4 | 2 |
| 2014 | | |
| 2015 | | |
| 2016 | | |
| 2017 | | |
| 2018 | | |

Connaissances

Votre pays a-t-il disposé de suffisamment de connaissances techniques et scientifiques pour satisfaire aux obligations de rapport de la CNULCD ? Oui Non

Coordination

La coordination à l'échelle nationale avec les ministères d'exécution compétents a-t-elle été satisfaisante pour présenter des rapports de manière complète et cohérente ? Oui Non

Participation et consultation

Une approche participative ou consultative a-t-elle été mise en place pour impliquer toutes les parties prenantes à la procédure de rapport ? Oui Non

Validation

Une réunion de validation a-t-elle été organisée dans le cadre de la procédure de rapport ? Oui Non

Processus sous-régionaux et régionaux

Votre pays a-t-il coopéré avec les entités chargées de la préparation des rapports sur le programme d'action sous-régional et régional ? Oui Non

Adaptation des demandes spécifiques des décisions de la Conférence des Parties

Rapport sur certaines demandes spécifiques à la COP : processus itératif relatif aux indicateurs

Ne cochez les cases que si vous avez rencontré des problèmes lors de la présentation de rapports sur un ou plusieurs indicateurs de performance. En le faisant, cochez la case du ou des critère(s) e-SMART correspondant au problème rencontré.

| | Économique | Spécifique | Mesurable | Réalisable | Pertinent | Limité dans le temps |
|-----------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| CONS-0-1 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| CONS-0-3 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-4 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-5 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-7 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-10 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-13 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-14 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-16 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| CONS-0-18 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres problèmes nationaux

Votre pays est-il confronté à tout autre problème spécifique à porter à l'attention de la Conférence des Parties ? Oui Non

Dans l'affirmative, veuillez préciser à laquelle des catégories générales suivantes il appartient

- Cadre politique, législatif et/ou institutionnel
- Renforcement des capacités et sensibilisation
- Suivi et évaluation/recherche de la désertification/dégradation des terres et sécheresse et de la gestion durable des terres
- Mobilisation du financement/des ressources
- Gestion des connaissances et soutien décisionnel
- Participation, collaboration et réseautage
- Procédure de présentation de rapports et d'examen
- Autre

S'il vous plaît décrire ci-dessous:

- La crise militaro-politique a eu un effet négatif considérable sur le fonctionnement de l'administration Centrafricaine. Ce qui a pour conséquence la faible mobilisation des acteurs impliqués dans la gestion activités;
 - L'instabilité institutionnelle;
 - La destruction des biens meubles et immeubles qui a aussi pour conséquence la faible mobilisation des capacités humaines et financières.

Submission form

| | |
|---|--------------------|
| Nom de l'agent chargé du rapport | ZANGA Ambroise |
| Date de soumission | 03 juillet 2014 |
| S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation | ayzanga@yahoo.fr |
| Nom de l'ordonnateur | TOUHOUYE Hyacinthe |
| Date d'autorisation | 30/07/2014 |
| S'il vous plaît, entrez votre adresse e-mail d'autoriser cette présentation | touhasa1@yahoo.com |